

L'ÉCOLE, VERS QUELLE FIN ?

Régis Debray

Association Médium | « Médium »

2015/3 N° 44-45 | pages 10 à 20

ISSN 1771-3757

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-medium-2015-3-page-10.htm>

!Pour citer cet article :

Régis Debray, « L'école, vers quelle fin ? », *Médium* 2015/3 (N° 44-45), p. 10-20.

DOI 10.3917/mediu.044.0010

Distribution électronique Cairn.info pour Association Médium.

© Association Médium. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'ÉCOLE, VERS QUELLE FIN ?

Régis Debray

L'école ne peut pas ignorer la société mais ne doit pas la décalquer. Il est temps qu'elle prenne ses distances. Non pas en marge mais au-dessus. Non pas dépendante, mais autonome

Il va de soi que la révolution numérique, si riche de virtualités, doit se regarder avec bonheur et même avec un certain enthousiasme. Sans doute, comme l'imprimerie en son temps (qui ne fut pas pour rien dans les guerres de religion du XVI^e siècle), a-t-elle ses dommages collatéraux, et comme toute innovation technique dans le cours de l'histoire, sa flambée utopique chez quelques rêveurs : l'enseignement imaginé comme téléchargement d'un contenu. Plus besoin avec la 3D d'apprendre les lois de la perspective ! Donnons une tablette à chaque élève pour qu'il accède en trois clics à la connaissance des langues vivantes et des équations du second degré ! La clé USB, solution de l'énigme enfin trouvée... Ces caricatures parfaitement oniriques ne doivent pas nous cacher les possibilités réelles de « rendre la Raison populaire » offertes par la transformation digitale. Bienvenues soient-elles, ces bascules technologiques. La déploration aristocratique des temps nouveaux n'est pas, bien heureusement, le fort des médiologues.

La question qu'on peut se poser, au-delà de nos outillages, est celle des fins poursuivies par notre appareil scolaire, puisque celui-ci, malgré qu'il en ait, en a toujours une – la finalité sans fin, ce privilège, étant réservée à l'œuvre d'art. Condorcet détachait noblement l'instruction de l'éducation : la première veillait au développement des intelligences, la seconde à la direction des mœurs, et la première était son seul souci. « L'égalité est d'instruction », disait-il. Oui, mais les intérêts sociaux ont vite fait de convertir l'instruction en éducation, voire en socialisation et on ne connaît pas de société qui ne soit animée par un loyalisme implicite, ou si l'on préfère, une idée-force. La fin des écoles, sous la monarchie, était *religieuse*. Avec la République, elle devint *politique*, d'où l'impasse de Jules Ferry sur le technico-économique et son dédain de la formation professionnelle. N'idéalisons pas trop l'école républicaine, cette contre-Église qui avait aussi sa religion séculière. Son but était de construire l'État-nation et de faire de bons soldats, prêts à se sacrifier pour le culte d'un absolu, la patrie. Depuis disons la réforme Haby, c'est *l'économie* qui est aux commandes de notre Éducation nationale comme de notre diplomatie, dont la fin est de faciliter l'entrée des jeunes dans un parcours professionnel, fin soumise depuis 1968 aux obligations hédonistes et individualistes de rigueur, dans le contexte d'un élargissement démographique et d'un rétrécissement du temps de travail sans précédent. Tout se tient. Après l'indépendance, la

balance des comptes. Après les Droits de l'Homme, les monarchies du Golfe. Après le jugement, la calculette. On ne demande pas les mêmes capacités ni les mêmes accents à un enseignement quand il s'agit pour lui de faire aimer, avant-hier le Bon Dieu ; hier, la Nation ; et aujourd'hui, l'entreprise en péril. L'idée de manœuvre change de portage quand le DRH remplace l'éveilleur. Il ne s'agit plus derrière les murs de former des citoyens capables de penser par eux-mêmes, de délibérer en public et d'échanger des arguments, mais de formater des salariés dûment outillés, des demandeurs d'emploi aptes à l'entretien d'embauche, et en cas d'échec, préparés au business d'auto-entrepreneur, camion-cuisine ou coach-déco. C'est une nécessité pratique. Ce n'est pas un horizon de sens. Dis moi, société, ce que tu enseignes en priorité ou ce que tu chasses de tes programmes et je te dirai comment et sous quel angle tu vas mourir un jour. Encore mieux qu'à travers son architecture, sa mode vestimentaire ou ses têtes de gondole, une époque dévoile son grand dessein caché à travers son système éducatif, et *L'Erreur de calcul* qui préside au nôtre n'est pas bonne conseillère ¹.

La production et circulation des marchandises : là était hier la dynamique et la pointe avancée des choses. Tout ce qui freinait l'avance du computable et des marchés était réputée antimoderne, ou pire, nostalgique. Il s'avère que l'ultra-modernité a tourné casaque et demande d'autres lettres de motivation que

1. Titre d'un ouvrage paru aux Éditions du CERF en 2014.

le résultat financier. De même que le passé remonte chez un être qui vieillit, tout se passe comme si nos sociétés d'abondance, passé un certain seuil d'évolution, entendaient mettre, en termes culturels, *la marche arrière*. Plus elles se trouvent laminées par le rouleau compresseur des contraintes économiques, emportées par l'ouragan de l'indistinction technique, plus elles ont besoin, par un obscur instinct de conservation, de retrouver leur saveur propre, de réinventer leurs traditions, de revivifier leurs sources ou ce qu'elles tiennent pour telles (« Au début était la fable », dit Valéry). D'où le *revival* religieux, la fureur patrimoniale, l'inflation commémorative, la prolifération des lieux de mémoire et hélas aussi des lois mémorielles, les interrogations sur l'identité, etc. Quand elles mentionnent la France, nos lois d'orientation successives font suivre aussitôt le mot « France » par l'« Europe », comme on accroche le vieillot à la jeunesse, la séquelle au renouveau. C'était le credo de l'officialité : une fois close l'époque barbare des guerres intestines et planétaires, devait s'ouvrir l'ère pacifique du doux commerce (et la place faite à la guerre dans les programmes d'histoire a rétréci autant que celle faite aux Armées dans le budget national). La foi en l'Europe des marchés, solution de nos crises, dominait l'agenda, aimable rançon de l'illusion économique. « L'UE notre avenir », on en sourit aujourd'hui. La mondialisation court-circuite ce poussif encadrement et l'horreur financière débouche sur une détresse identitaire généralisée. Notre utilitarisme à court terme

ne donne pas les moyens de répondre à l'ordre du jour, celui de l'*insécurité culturelle* généralisée. Par quoi notre école qui se voulait pionnière s'avère retardataire, car l'époque demande à chacun d'où il vient et qui il est. De quoi sont faites notre lignée et notre langue. Et pourquoi les diverses populations de notre planète, toutes mues par leur intérêt bien compris, ont chacune une façon bien à elle de le comprendre. Le calcul égoïste et matériel, style Adam Smith, est notre façon à nous, mais il en est beaucoup d'autres. Il y a même une petite minorité d'effervescents qui maximisent leur profit personnel en décapitant leur voisin ou en se faisant sauter le caisson pour gagner le paradis. Ce genre d'égoïsme peu généreux ressortit à l'histoire des civilisations, dont relève l'étude du fait religieux, plus utilitaire qu'on ne le pense. Elle ne sert sans doute pas à la répartition des bonus, mais pourrait nous éviter de suivre notre métropole américaine dans des guerres idiotes et perdues d'avance en envahissant de lointains pays dont l'univers moral, lequel décide de la victoire en dernière instance, nous est devenu, ethnocentrisme oblige, parfaitement opaque.

Il est permis de voir un progressisme pour les nuls dans la conception d'un progrès unilinéaire et univoque où le nouveau efface l'ancien, où l'innovation du produit financier devrait pouvoir faire litière des héritages culturels. C'est exactement l'inverse de ce qui s'éprouve aux quatre coins du monde, où l'ancien revient en force dans et par le nouveau : le postmoderne

regorge de traditions réinventées et bizarrement rajeunissantes. Israël est un pays *high-tech* qui a fait resurgir une langue morte, l'hébreu. Partout aux USA comme en Russie et en Chine, dans l'Amérique latine indigéniste comme dans le monde persan et arabo-musulman, remonte au jour tout ce qu'on avait cru effacé par la modernisation technique. Pour le meilleur comme pour le pire. Les humanités, c'est pour le meilleur. Et c'est là où se brisent les chaînes de la transmission que renait le pire, dans les lieux les plus en pointe de la recherche et du développement. Faut-il rappeler que les cadres fondamentalistes, qu'ils soient chrétiens, juifs, hindous ou musulmans, sortent des facultés de sciences et des techniques, et non de celles de Lettres ? Qui ne sait pas que le désenchantement du monde, loin d'être un obstacle à la propagation du feu sacré, lui sert de combustible même, creuse sa tombe en toute inconscience.

Sous le coup de « Je suis Charlie » et pour faire face à un soudain « panique à bord », l'inculcation des « valeurs de la République » vient d'être appelée à la rescousse, non sans quelques improvisations. Sur le contenu, on peut s'interroger, non sur le principe d'autant que le bon usage de l'ordinateur exige de vieilles connaissances. L'entrée dans l'ère numérique appelle le retour aux fondamentaux, qui conditionne l'optimisation des ressources nouvelles. Pas de Renaissance ni de renouveau qui n'ait été une reprise de dialogue avec les Anciens. Il faut tout ignorer de l'histoire des sociétés,

des arts et de la littérature pour faire sien le cliché qui oppose en chiens de faïence novateurs et rétrogrades. Souvenons-nous. Les Jeunes-France, qu'étaient-ils pour contrer les « genoux » d'un classicisme exsangue ? Des « novateurs rétrogrades », disait Théophile Gautier : un syntagme, non un oxymore. Et le bon écolier Arthur Rimbaud, premier prix en vers latins... Quiconque innove commence par récolter. Pas d'innovation sans transmission. C'est la devise de notre revue, et en médiologie, notre leitmotiv depuis trente ans.

« Tournons-nous vers le passé, ce sera un progrès », disait Verdi. Et donc retournons à Péguy, nous aussi. Une crise de l'enseignement, écrit-il, est une crise de civilisation. « Quand une société ne peut pas enseigner, c'est qu'une société ne peut pas s'enseigner. C'est qu'elle a honte, c'est qu'elle a peur de s'enseigner elle-même... » Quoi de nouveau, sous cet angle, depuis un siècle ? Le fait que la peur a disparu. Nous sommes devenus éhontés.

J'ai indiqué un jour, un peu légèrement, qu'on pouvait voler vers une école compliquée (lourde de rancœur et d'utopie) avec deux idées simples, à savoir que tout enseignement requiert 1) l'effort de l'élève et 2) l'autorité d'un maître. Pas d'apprentissage, qu'il soit physique ou intellectuel, sans règles, contraintes et disciplines. Pas de civilisation non plus, à en croire Freud, pour lequel la censure du pulsionnel et le *report de satisfaction* sont inhérents à toute tentative de sortie de la

barbarie. Nos textes de référence ministériels évoquent avec bonheur « le plaisir d'apprendre », sans préciser que ce plaisir, récompense de moult efforts préalables d'attention, de répétition et d'imitation, vient après la peine. Le malaise dans l'éducation, un chapitre à ajouter au *Malaise dans la civilisation* ? Quant à l'autorité du maître, *magister* et non *dominus*, il la tient du savoir qu'il a accumulé par son travail personnel, sanctionné par des diplômes. Ce n'est pas celle d'un démagogue ou d'un gourou, et le savoir dont il est porteur et transmetteur est d'une autre nature qu'une information cueillie sur un clic dans une base de données.

Force est de reconnaître que ces deux *sine qua non*, non suffisants mais nécessaires, prennent à contre-pied nos meilleurs usages et toutes les règles du jeu actuellement en vigueur dans notre pays. Normes officielles et ambitions secrètes ont changé de nature depuis Jules Ferry comme depuis Jean Zay. Le moins qu'on puisse dire est qu'elles ont accéléré le déclassement de la sphère et de l'éthique enseignantes. Le prof ne brille ni par ses retraites-chapeau ni par sa présence sur les écrans, qui sont les deux clés de la considération publique. L'instituteur a toujours été mal rémunéré, et le Collège de France a toujours fait pauvre mine à côté des Folies-Bergères. Le nouveau est que l'argent et le show-biz occupent désormais toute la place, et leur fusion commande la reconnaissance sociale. Elle règle les conduites et commande au pouvoir politique lui-même. Voit-on un ministre ou un président s'offrir

un *selfie* à côté d'un mathématicien ou d'un helléniste émérites ? La « méritocratie républicaine », l'ancestral point d'honneur de notre pays, n'est plus qu'un mot pour rire, ou bien la genuflection oblique du dévot pressé dans une oraison électorale.

Faut-il s'étonner que l'univers du *fun* et du *cool*, où les plus hautes autorités de la République viennent faire chaque soir les pieds au mur dans le « Grand Journal », aient d'abord à cœur de chasser l'ennui hors d'une école enfin récréative ? Oui à la société d'impatience, *fast-food*, *fast thinking* et non au *fast learning* ? Oui à une société *light*, et non à une école *light* ? Est-il illogique qu'un chef de gouvernement qui déclare sa flamme au Medef – « J'aime l'entreprise » – entende faire de nos universités des entreprises compétitives sur un marché mondialisé, soumises aux règles édictées par les sciences de gestion. Oui aux sciences bidon, non au « déplacement dans un milieu aquatique standardisé » ? N'est-il pas normal qu'un pays où les ministres passent les deux tiers de leur temps à suivre un « bon plan com » oublie que la transmission sur la longue durée est la tâche spécifique de l'École ? Oui à Havas-Conseil, non aux cours de *stand-up* ? Est-il illogique qu'une classe dirigeante, droite ou gauche, le nez sur le court terme, vouée au culte exclusif du score et du taux, dépourvue de toute conscience historique et laminée par la décervelante École Nationale d'Administration, n'éprouve pas grand intérêt pour les stoïciens et la Révolution française ? La gouvernance par les chiffres n'a pas besoin de syntaxe

ni d'orthographe. M. Moscovici communique avec M. Sapin par des lettres rédigées en anglais. La grammaire du français leur paraît logiquement obsolète. Et comment demander à une confrérie d'interchangeables pour qui le mot même d'institution est ringard, qui privatise à tout-va les services publics, de voir dans l'Éducation nationale autre chose qu'un prestataire de services à des clients, élèves et parents d'élèves, dont il convient de satisfaire sur l'heure les demandes – comme le font, de leur mieux, la SNCF et la RATP ? Dès lors qu'on confond égalité avec indifférenciation, des sexes, des tâches et des fonctions, on peut s'attendre à ce que toute différence de mérite, de talent, d'assiduité ou de travail soit assimilée à une inégalité, les mêmes possibilités fussent-elles offertes à chacun. Quelle place pour le savoir désintéressé dans une démocratie d'opinion où les sondages règlent les conduites ? Sans doute n'est-ce pas en réduisant les heures de cours et en parlant d'abolir les notes qu'on réduira la fracture sociale – bien au contraire, surtout pour ceux qui n'ont que l'école pour s'instruire. Mais on se demande si une école digne de ce nom, chargée d'enseigner « tout ce qui suffit à ne pas dépendre » (Condorcet), ne devrait pas s'assumer comme une *contre-société*, délibérément et officiellement soustraite aux emprises dont nous dépendons dans notre quotidien – marketing, zapping, surfing, coaching, packaging, lobbying et cocooning et autres *must* qui font la loi ? Question : comment édifier un antisystème avec les rejets du système ? Il y faudrait un héroïsme qu'on

aurait dit républicain si le mot ne s'était pas dévoyé de la plus humiliante et comique façon, ces derniers temps. Ne le déclarons pas impossible, sachons le difficile car à contre-courant, ce qui, dans une société post-héroïque, ne court ni les amphis ni les antichambres. Que peut une administration ministérielle manœuvrant sous l'œil soupçonneux des puissances établies ?

Avoir un bouc émissaire, c'est bon pour l'humeur mais cela ne guérit pas. Recomposer les morceaux du miroir, il le faut, mais recomposer l'original en amont serait encore mieux. L'un peut-il aller sans l'autre ?

RÉGIS DEBRAY, prochaine parution aux Éditions Gallimard, *Madame H.*
